



## APPEL : Pour une mobilisation européenne

Contre la dictature des créanciers

Par [CADTM](#)

Mondialisation.ca, 24 mai 2010

[Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde \(CADTM\)](#) 24 mai 2010

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

Depuis des mois, des manifestations ont lieu en Grèce pour s'opposer au plan d'austérité que le gouvernement, les dirigeants européens et le Fonds monétaire international ont décidé d'imposer au peuple grec. Aujourd'hui, la direction du pays n'appartient plus à ses élus mais est placée sous la tutelle du FMI et des institutions européennes échappant à tout contrôle démocratique.

Plusieurs grèves générales ont déjà eu lieu à l'appel de l'ensemble des syndicats et des partis politiques de gauche depuis le début de l'année 2010.

Cette lutte exemplaire fait écho à celles des peuples d'Europe orientale (Roumanie, Hongrie, Lettonie,...), à celles des autres pays des Balkans (Bosnie...), d'Irlande et récemment d'Islande confrontés à des plans d'austérité similaires.

Les peuples de tous les pays d'Europe ont été, sont ou seront concernés par ces attaques qui veulent faire payer aux salariés, aux retraités, aux chômeurs, les effets d'une crise profonde dont ils ne sont en rien responsables.

En effet, ce sont les 'marchés financiers' (banques, assurances, fonds de pensions...) qui, par leurs pratiques spéculatives au service des actionnaires et des rentiers, sont responsables de cette crise financière qui prend pour cible la dette publique des pays.

### **D'où vient cette dette publique ?**

Elle est principalement le fruit des politiques fiscales favorables aux individus les plus riches et aux grandes entreprises. La baisse des recettes que ces cadeaux aux riches ont entraînée a amené les gouvernements à financer par l'emprunt une partie croissante du budget. Plus récemment, la baisse d'activité économique a entraîné une réduction des recettes fiscales. Enfin, la mise en place des plans de sauvetage des banques a aggravé encore davantage les déficits publics sans que les pouvoirs publics n'en profitent pour prendre le contrôle du secteur financier afin d'en changer les pratiques.

### **Qu'a-t-elle financé ?**

La dette publique des Etats n'a pas servi à financer des créations d'emplois, des améliorations des services publics et des infrastructures, elle a seulement servi à sauver la mise des coupables et à combler les déficits budgétaires ainsi provoqués.

## Qui en profite ?

Ce sont justement ceux qui ont déjà bénéficié des réductions d'impôts (les ménages les plus riches), les banques et les grandes entreprises qui, dans le même temps, spéculent sur les titres de la dette publique et empochent les intérêts des obligations d'Etat. C'est ainsi une double récompense pour les fautifs.

## Qui va payer ?

Mais c'est une double peine pour les victimes ! Ce sont les populations pauvres, ceux et celles qui vivent de leur travail qu'on veut pressurer aujourd'hui pour voler au secours des profiteurs de la dette :

- Baisse des salaires et des retraites,
- Casse de la protection sociale,
- Destruction des services publics,
- Remise en cause du droit du travail,
- Augmentation de la fiscalité sur la consommation, notamment la TVA.

Non seulement ces plans d'austérité ne régleront en rien les causes réelles de la crise, mais ils vont plonger des millions d'êtres humains dans la misère et la précarité.

Le réseau CADTM-Europe appelle l'ensemble des forces politiques, syndicales et associatives, à organiser dans l'unité, à l'échelle nationale et européenne, les mobilisations nécessaires pour s'opposer à ces attaques concertées contre les peuples d'Europe.

Refusons de payer leur crise. Préparons un vaste mouvement social contre la dette et les causes de cette crise !

Au lieu de ces plans d'austérité, il faut s'attaquer à la racine du problème :

- En expropriant les banques pour les transférer au secteur public sous contrôle citoyen
- En réalisant un audit citoyen de la dette publique afin d'annuler la dette illégitime
- En instaurant une véritable justice fiscale et une juste redistribution de la richesse
- En luttant contre la fraude fiscale massive dont sont responsables les grandes entreprises et les plus riches
- En remettant au pas les marchés financiers, par la création d'un registre des propriétaires de titres, par l'interdiction des ventes à découvert...
- En réduisant radicalement le temps de travail pour créer des emplois tout en maintenant les salaires et les retraites
- En socialisant les nombreuses entreprises et services privatisés au cours des 30 dernières années.

Créons une vaste mobilisation populaire dépassant les frontières car il faut faire converger les luttes locales sur le plan international pour venir à bout des politiques de régression sociale.

Adopté à La Marlagne (Namur- Belgique), le 24 mai 2010, lors du séminaire international intitulé : « Du Nord au Sud de la planète : Des clés pour comprendre la dette publique »

La source originale de cet article est [Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde \(CADTM\)](#)

Copyright © [CADTM](#), [Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde \(CADTM\)](#), 2010

---

Articles Par : [CADTM](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)